



Erasmus+



CADRE D'INTERVENTION

« STAGES PROFESSIONNELS ERASMUS+ ~ EURO METIERS CENTRE-VAL DE LOIRE

MOBILITE LYCEEN·NE.S AGRICOLES »

I. OBJECTIF GENERAL

La mobilité européenne joue un rôle important dans le parcours de formation professionnelle des jeunes, ainsi que dans leur insertion professionnelle et citoyenne.

La mobilité professionnelle du dispositif « Euro Métiers Centre-Val de Loire – Mobilité Lycéen·ne.s agricoles » vise plus précisément à :

- Renforcer et améliorer la qualité de la formation professionnelle des Lycéen·ne.s agricoles,
- Favoriser une meilleure adaptation des jeunes à l'emploi de demain,
- Développer des compétences professionnelles complémentaires,
- Renforcer l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi.
- Favoriser la connaissance du monde économique, social, professionnel et culturel à l'échelle européenne,
- Développer une véritable citoyenneté européenne en renforçant l'ouverture des jeunes de la Région Centre-Val de Loire sur l'Europe,
- Encourager des relations durables entre établissements de formation européens.

II. CADRE ET CONTENU DE DES STAGES PROFESSIONNELS « EURO METIERS CENTRE-VAL DE LOIRE – MOBILITE LYCEEN·NE.S AGRICOLES »

1. Le programme européen Erasmus+

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du nouveau programme européen **ERASMUS+** (2021-2027) qui vise à améliorer l'attrait de la formation et de l'enseignement professionnels et à favoriser la mobilité européenne des jeunes en formation initiale et de jeunes diplômé·e·s en leur permettant d'effectuer un stage en entreprise de 2 à 52 semaines en Europe. Dans le cadre de ce programme la Région a obtenu une accréditation pour les 7 ans du programme et bénéficie d'un cofinancement de l'Union européenne sous forme de bourses de mobilité.

Le financement de la mobilité par la Commission européenne est soumis à des critères spécifiques sur les pays éligibles, les durées minimum et maximum de stage, le contenu de stage, les niveaux de formation. Il est également soumis à l'obtention préalable d'une accréditation pour 7 ans permettant de prétendre à ce financement.

2. Public concerné

Le dispositif de mobilité professionnelle « *Euro Métiers Centre -Val de Loire* » s'adressent aux Lycéen·ne.s, en cours de leur formation, inscrits dans des lycées agricoles (publics ou privés) de la région et membres du consortium régional porté la Région Centre-Val de Loire.

Les Lycéen·ne.s concernés doivent obligatoirement préparer un diplôme ou un titre de l'enseignement professionnel inscrit au Registre National des Certifications Professionnelles (RNCP) de niveau 3 ou 4 : du CAP au BAC PRO ou équivalents.

Les Lycéen·ne.s bénéficiaires sont sélectionnés par le l'établissement au vu de leur motivation et de leur projet professionnel.

Le dispositif s'adresse également aux **personnels des établissements** à raison d'une à deux semaines de mobilité maximum.

3. Programme de la période de mobilité

Il appartient à l'établissement de formation d'élaborer un projet global intégrant l'ensemble des Lycéen·ne.s bénéficiaires.

Pour chaque lycéen·ne.s, le contenu de la mobilité est élaboré par l'équipe pédagogique de l'établissement de formation, l'entreprise d'accueil en Europe et dans le respect du projet professionnel du jeune et du référentiel du diplôme préparé.

Le programme doit viser à l'amélioration ou au renforcement de la qualification professionnelle du jeune par la découverte, et/ou, l'apprentissage de nouvelles techniques ou organisations professionnelles.

Cette période de mobilité doit obligatoirement être effectuée au sein d'une entreprise, d'un établissement public ou privé ou d'un établissement de formation sous réserve d'une immersion professionnelle.

4. Pays de destination

Sont éligibles : les pays membres du programme (définis par la Commission européenne) :

Allemagne	Autriche	Belgique
Bulgarie	Chypre	Croatie
Danemark	Espagne	Estonie
Finlande	Grèce	Hongrie
Irlande	Italie	Lettonie
Lituanie	Luxembourg	Malte
Pays-Bas	Pologne	Portugal
Rép. Tchèque	Roumanie	Slovaquie
Slovénie	Suède	Islande
Liechtenstein	Norvège	Macédoine du Nord
Serbie	Turquie	

La destination peut également se faire sur d'autres pays mais ne peut en aucun cas excéder 10% des destinations totales (les pays membres étant les destinations à privilégier).

Le projet présenté par l'établissement de formation peut concerner plusieurs destinations sur plusieurs séjours eu égard au projet individuel de chaque lycéen bénéficiaire.

5. Durée du séjour

La durée du stage dans l'entreprise d'accueil est de minimum trois semaines consécutives de stage par lycéen (le séjour ne peut pas être fractionné). Le financement ne pourra dépasser 6 semaines. Le déplacement n'est pas compris dans la période de stage.

6. Modalités du séjour

Les modalités du séjour sont définies par l'établissement de formation :

- L'hébergement peut se faire par la mise à disposition d'un logement par l'entreprise, dans l'internat d'un établissement d'accueil partenaire, dans une auberge de jeunesse, un hôtel, dans une famille etc ...
- Le mode de transport retenu (bus, voiture, train, avion) tient compte des contraintes géographiques et des coûts. L'établissement de formation recherche les tarifs les plus avantageux et doit privilégier les modes de transport écoresponsables.

7. Assurances

L'établissement de formation doit s'assurer que chaque jeune est couvert par une assurance accident du travail, responsabilité civile et rapatriement et qu'il a obtenu sa carte européenne d'assuré social.

III. VALIDATION DU PROJET DE STAGES PROFESSIONNELS « EURO METIERS CENTRE-VAL DE LOIRE – MOBILITE LYCEENS AGRICOLES »

1. Dépôt des demandes auprès de la Région Centre-Val de Loire

Les projets validés par l'organe délibérant de l'établissement de formation sont envoyés à la Région selon un planning préalablement établi et communiqué par celle – ci aux établissements. Ce planning prend en compte la date limite de l'appel à propositions de la Commission européenne dans le cadre du programme Erasmus +.

Les projets sont présentés dans le respect des documents – types retenus par la Région Centre-Val de Loire.

2. Réponse à un appel à propositions annuel d'un consortium régional porté par la Région Centre-Val de Loire

Le projet déposé par la Région auprès de l'Agence Erasmus + France, sous forme de consortium, regroupe les demandes faites par les établissements à participer au programme dans le respect des critères Erasmus + (publics, pays, durée, contenu de stage, niveau de formation).

Le planning tient également compte de la date de communication des résultats de l'appel à propositions de la Commission européenne et des délais nécessaires au vote de la Commission Permanente Régionale, qui doit attribuer les crédits par établissement.

L'acceptation par la Commission Européenne du projet déposé par la Région Centre-Val de Loire, donne lieu à la conclusion d'une convention entre l'Agence Erasmus + France – Education Formation et la Région. Cette convention stipule notamment le nombre de bourses accordées par la Commission Européenne pour la mobilité des jeunes et la subvention afférente. La subvention européenne est versée à la Région Centre-Val de Loire qui en assure la répartition entre les établissements. La mise en œuvre des crédits européens est précisée dans la partie IV « Modalités de financement » du présent cadre d'intervention.

3. Validation par la Région Centre-Val de Loire du projet de l'établissement

Après acceptation par la Commission européenne du projet déposé par la Région Centre-Val de Loire, les demandes de chaque établissement sont présentées pour validation et attribution de subventions à la Commission Permanente du Conseil régional.

Après délibération de la Commission Permanente du Conseil régional, les établissements de formation sont immédiatement informés par l'envoi de la notification d'attribution de la subvention.

IV. MODALITES DE FINANCEMENT

Les dépenses de mobilité font l'objet d'un cofinancement de la Région et de la Commission européenne au travers du programme Erasmus +. Une convention de financement entre la Région et l'Agence Erasmus + France – Education Formation (agissant pour la Commission européenne) a été signée. Les dépenses éligibles peuvent concerner le transport et les frais de séjour des Lycéen·ne.s (hébergement et restauration).

Pour le financement de ces dépenses directement liées à la mobilité des Lycéen·ne.s, il sera attribué une bourse d'un **montant forfaitaire de 300 € par semaine** de mobilité effectuée.

Cette bourse sera financée à hauteur de 100 % par la Commission européenne ou la Région. Les modalités de financement de bourses (que ce soit par la Région ou la Commission européenne) sont identiques. Les 2 sources de financement additionnées permettent d'augmenter le nombre de Lycéen·ne.s bénéficiaires.

Le financement par la Région (et la Commission européenne) donne lieu à la conclusion d'une seule convention de subvention entre la Région et l'établissement de formation.

Cette convention précise les conditions d'utilisation des bourses.

Modalités de paiement de la subvention d'attribution des bourses

La participation du Conseil régional est versée sous forme de subvention directement à l'établissement de formation, en deux fois :

- **70 %** après le vote de la Commission Permanente du Conseil régional, au vu de la convention signée par les deux parties
- **Le solde** est versé dans la limite du montant maximum prévisionnel de la subvention.

Le bénéficiaire s'engage à produire, dans un délai maximum spécifié dans la convention, le bilan d'exécution final daté et signé accompagné des pièces justificatives. Ce bilan doit **obligatoirement** être établi et présenté conformément au **modèle type** mis à la disposition des établissements par le Conseil régional.

Dans l'hypothèse où le nombre de jeunes et/ou la durée de stage seraient inférieurs aux prévisions, le montant prévu dans la convention, pour les bourses, sera réduit au prorata de la durée effective de chaque stage réalisé (soit 300 € par semaine non effectuée par les Lycéen·ne·s). Le lycée s'engage à rembourser à la Région les sommes déjà versées qui viendraient en excédent du montant définitif de la convention.

V. PUBLICITE - EVALUATION – BILAN

1. Publicité

L'établissement bénéficiaire s'engage à assurer la **publicité** de la participation de la **Région et de l'Union européenne**.

Cette publicité peut revêtir la forme de panneaux, apposition du logo de la Région et de l'Union européenne sur le papier à entête de l'établissement et sur tous les documents relatifs à la mise en œuvre du projet, courriers d'information adressés aux jeunes, etc.

Si le bénéficiaire est amené à conclure d'autres conventions pour la réalisation du projet cofinancé, il doit veiller à ce que tous les intervenants, dans le processus de réalisation du projet, soient informés de la participation régionale et européenne, notamment : sous-traitants, prestataires, jeunes. Pour le financement accordé par la Commission européenne le bénéficiaire doit vérifier qu'un autre financement européen soit possible.

Le bénéficiaire accepte par avance d'être éventuellement cité à l'occasion de campagnes d'information générales organisées par la Région.

2. Valorisation de la mobilité du jeune

La mobilité donne droit à la délivrance d'un Europass Mobilité nominatif, document de valorisation de la mobilité de la Commission européenne, transmis par la Région aux établissements pour chaque bénéficiaire.